

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

Poste CH SA

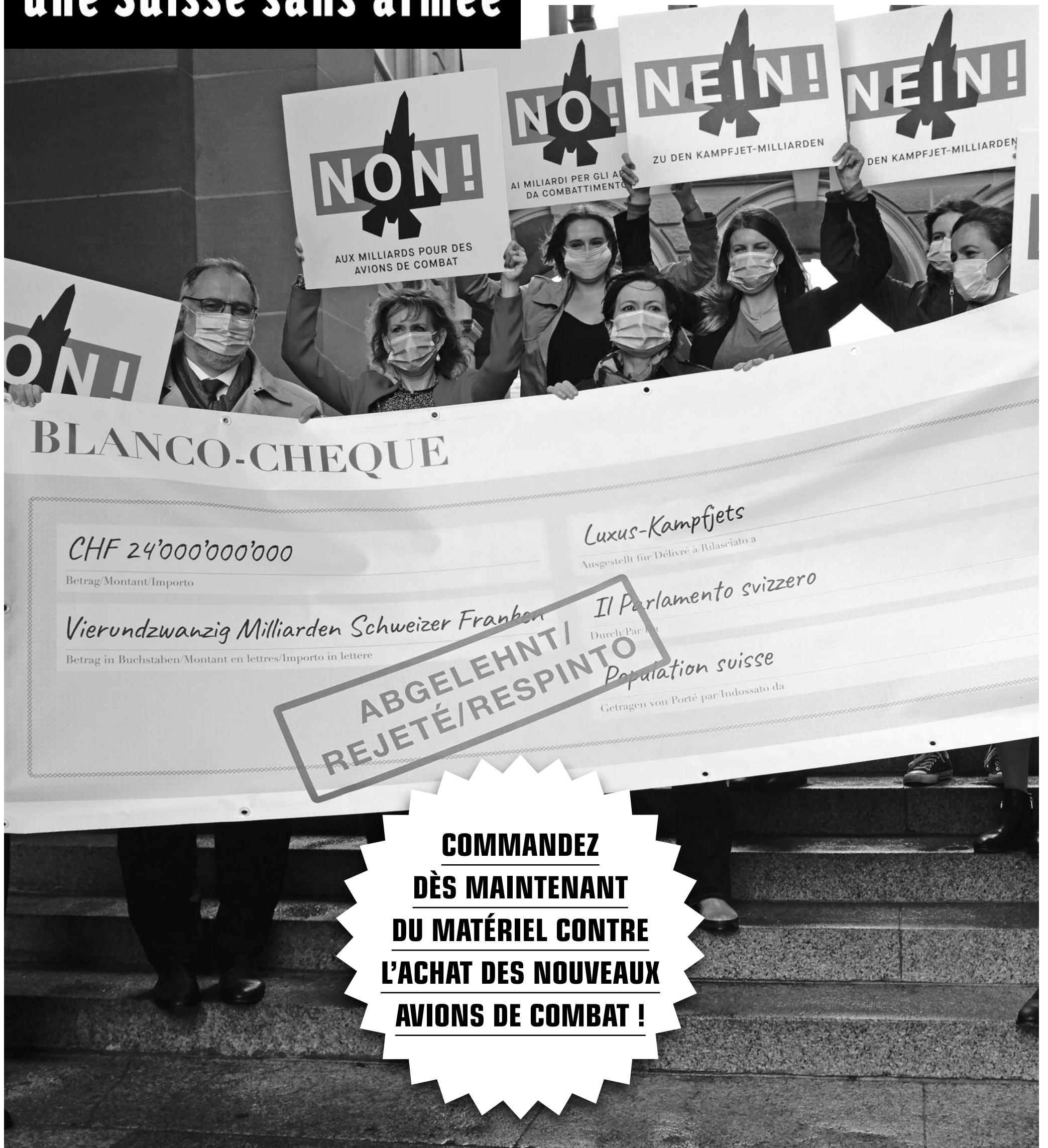
changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

**GSsA**

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 124 Août 2020

# une Suisse sans armée



**COMMANDEZ  
DÈS MAINTENANT  
DU MATÉRIEL CONTRE  
L'ACHAT DES NOUVEAUX  
AVIONS DE COMBAT !**



### Chères lectrices, chers lecteurs,

Le 27 septembre, nous voterons sur l'achat de nouveaux avions de combat de luxe d'une valeur de 24 milliards de francs, si l'on inclut l'ensemble des coûts durant leur durée d'utilisation. Dans ce numéro, nous vous présenterons les principaux arguments contre cette acquisition inutile. Les raisons de voter NON sont en effet nombreuses : le fait que le DDPS ne joue pas cartes sur table en ne communiquant ni le nombre de jets ni le modèle qui seraient achetés ; la question fondamentale, qui est de savoir si nous voulons réellement dépenser cet argent, surtout maintenant alors que nous devons faire face à la crise du coronavirus ; les scénarios de menace réalistes face auxquels les avions de combat sont inutiles ou encore l'impact environnemental des nouveaux avions de combat, qui sont tout sauf utiles dans la lutte contre la crise climatique. Et ce ne sont là que quelques exemples. Nous décortiquerons aussi les arguments principaux des partis bourgeois afin d'être prêt-e-s à débattre et à pouvoir convaincre un maximum de personnes.

Comme vous l'avez sans doute remarqué, le journal est un peu plus court que d'habitude, car nous voulons investir autant de temps et d'énergie que possible dans la campagne. Le journal de novembre sera à nouveau publié dans son format habituel.

Pour clore cet édito en beauté, voici une excellente nouvelle qui n'a certes rien à voir avec les avions de combat, mais dont nous ne voulions pas vous priver : durant la session d'été, le Conseil national s'est prononcé contre la modification de la loi sur le service civil. Cet objet est donc liquidé. Cela constitue une importante victoire pour une Suisse pacifiste. Nous espérons que d'autres suivront cette année.

Nous vous souhaitons bonne lecture,  
Judith Schmid et toute l'équipe de rédaction

### LE CÔTÉ BOURGEOIS

## Le côté bourgeois

**Une grande majorité des politicien.ne.s bourgeois.e.s veulent acheter de nouveaux avions de combat sans se poser trop de questions. Heureusement, il existe quelques voix plus critiques.**

Par Magdalena Küng

De nombreux aspects de la stratégie du Conseil fédéral pour l'acquisition de nouveaux avions de combat devraient susciter de vives critiques de la part des partis bourgeois et de leurs membres. Il est en effet surprenant que, au vu des dépenses pouvant aller jusqu'à 30 milliards de francs, personne ne se plaigne de la gestion irresponsable des finances publiques et de l'utilisation absurde de l'argent des contribuables. De même, un projet aussi peu démocratique devrait en pousser plus d'un-e à crier au clientélisme. Il existe tout de même quelques arguments venant de la droite contre ce chèque en blanc. En voici quelques-uns : La première considération fondamentale concerne l'utilisation possible d'avions de combat à hautes performances. En effet, certaines personnes doutent qu'il existe de bonnes raisons

d'acheter des modèles tels que le F-35 dont certaines composantes sont secrètes et qui rendraient la Suisse dépendante des constructeurs américains. Ne serait-il pas préférable de miser sur des technologies plus modernes ou sur une meilleure défense sol-air ? Ces critiques soulignent que l'on aurait manqué une occasion de trouver des avions moins chers et mieux adaptés à la Suisse. Or, il existe des avions de combats plus légers qui seraient parfaitement adaptés pour assurer les missions de police du ciel et qui ne coûteraient qu'une infime part de leurs équivalents plus puissants.

Tout aussi capital est le point qui concerne le calendrier et l'acquisition prématurée de ces avions. L'importance de l'opposition contre ce chèque en blanc semble indiquer un résultat serré pour cette votation. Et il apparaît que ce ne sont pas uniquement les Vert-e-s et le PS qui se demandent pourquoi l'on n'utilise pas le reste de la durée de vie des F/A-18 pour élaborer un projet qui apporterait une réelle plus-value en matière de sécurité et qui pourrait convaincre une majorité de la population.

### AVIONS DE COMBAT ET CLIMAT

## Un désastre écologique

**Voici quelques chiffres au sujet de l'utilisation des ressources par les avions de combat. Par Martin Parpan**

Imaginez-vous que vous faites deux fois le tour de la terre en voiture. Vous découvrez de nombreux pays, beaucoup de cultures différentes, vous faites de nouvelles expériences, peut-être nouez-vous même de nouvelles amitiés. Imaginez-vous à présent que vous survolez la Suisse en avion de combat. En cours de route, vous faites peut-être quelques

exercices de tir en essayant de détruire des cibles au sol. Quelques dommages collatéraux ne peuvent malheureusement pas être évités. Vous faites cela durant une heure seulement. Ces deux scénarios ne pourraient être plus différents. Ils ont néanmoins une chose en commun : l'utilisation de carburant et donc leur impact sur l'environnement. En effet, les deux tours du monde successifs et l'heure de vol donnent lieu à des émissions de CO<sub>2</sub> comparables. Il devient ainsi évident à quel point la consommation de kérosène des avions de

### SCÉNARIOS DE MENACE

## D'un point de vue objectif

**Il est temps de dresser une liste des possibles scénarios de menace auxquels les forces aériennes suisses devraient faire face. Résultat : des avions de combat lourds combinant plusieurs fonctions ne procurent pas plus de sécurité à la Suisse. Par Andreas Weibel**

Le 27 septembre, le peuple devra se prononcer sur l'achat de nouveaux avions de combat, et ce, sans connaître leur nombre, leurs fonctionnalités, le modèle ou encore les coûts à long terme. De plus, personne ne sait quelles missions ces jets devront remplir, autrement dit, quels sont les scénarios de menace réalistes selon le DDPS. Penchons-nous donc sur les différentes situations qui nécessitent ou pourraient nécessiter une intervention des forces aériennes :

#### Scénario n°1: la police aérienne

Environ une fois par mois, il arrive que les règles de l'espace aérien soient violées ou que la radio aéronautique ne fonctionne pas dans un avion. Dans des situations comme celles-ci, la police aérienne doit intervenir rapidement. Celle-ci a également pour devoir de contrôler des avions non-identifiés ainsi que d'escorter les avions présidentiels. Les forces aériennes sont appelées à faire cela plusieurs fois par semaine.

#### Scénario n°2 : protection lors de conférences

De nombreuses organisations internationales sont basées en Suisse et ont besoin de protection, surtout lors de conférences internationales. Afin d'assurer la protection de ce genre d'évènements, une collaboration avec d'autres États est la meilleure solution.

#### Scénario n°3 : terrorisme

À ce jour, le 11 septembre 2001 est le seul évènement de grande envergure où des terroristes ont détourné des avions pour commettre des attentats. Ce crime sans égal a montré que même les forces aériennes les plus puissantes du monde ne peuvent rien faire dans le cas où des terroristes parviennent à contrôler des avions de ligne : les attaques n'ont eu lieu que quelques minutes après que les services de sécurité aérienne ont identifié le détournement. Les forces aériennes n'auraient donc eu aucune chance d'empêcher les attentats, même si leurs avions avaient déjà

été dans les airs. Afin d'empêcher que des attentats soient perpétrés à l'aide d'avions de ligne, des mesures adéquates doivent être prises au sol.

#### Scénario n°4: protection de la neutralité

Conformément aux accords de la Haye, il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une Puissance neutre des troupes ou des convois. La Suisse a ainsi fermé son espace aérien aux belligérants pendant une courte période au début de la guerre en Irak en 2003 et durant la guerre au Kosovo. Dans des situations comme celles-ci, les forces aériennes doivent procéder à l'identification visuelle des avions afin de déposer une protestation diplomatique contre toute violation de l'espace aérien. Si la Suisse venait à être survolée, ce serait par des avions de transport qui volent à 800-900 km/h. Des avions de combat légers seraient donc amplement suffisants pour ces missions.

#### Scénario n°5 : défense aérienne

Même le DDPS ne considère pas une guerre aérienne au-dessus du territoire suisse comme une menace réaliste, selon le Rapport sur la politique de sécurité actuel. Et si des forces ennemies décidaient quand même d'attaquer la Suisse, elles attaqueraient des bases aériennes ainsi que des installations radar au moyen d'importantes frappes aériennes et de missiles de croisière. Si cela devait être le cas, des avions de combat seraient complètement inutiles, puisqu'ils ne pourraient même pas décoller.

#### Conclusion

Pour remplir toutes les missions précitées, la Suisse n'a pas besoin d'avions de combat multifonctionnels de luxe mais d'avions agiles, beaucoup plus rapides que des avions de ligne et disposant d'une bonne vitesse ascensionnelle. Les F/A-18 que les forces aériennes utilisent actuellement pourraient être utilisés pendant encore plus d'une décennie. Acheter maintenant un grand nombre de nouveaux avions de combat reviendrait donc à prendre une décision précipitée et inutile du point de vue de la politique de sécurité. Pour la suite, nous pourrions investir dans des avions légers, bien moins chers que les modèles proposés aujourd'hui, tant à l'achat qu'à l'entretien.

combat est élevée. Les forces aériennes suisses utilisent entre 40 et 45 millions de litres de carburant par année, volume de carburant avec lequel on pourrait remplir 300'000 baignoires. Les émissions de CO<sub>2</sub> sont tout aussi astronomiques. Un F/A-18 émet 12'220 kg de CO<sub>2</sub> par heure de vol. En guise de comparaison, un voyage en train de Zurich à Paris (env. 500 km) émet 16 kg de CO<sub>2</sub> par personne. Il faudrait donc voyager 750 fois entre Zurich et Paris pour émettre la même quantité de CO<sub>2</sub> qu'un F/A-18 durant une seule heure. S'ajoute à cela la pollution sonore occasionnée par les avions de combat. Lors du décollage de ce même modèle, on mesure 125 dB à

une distance de 100 m. Un tel niveau sonore serait par exemple interdit pour un concert et a un effet néfaste sur les humains et les animaux.

Au vu de ces chiffres, il apparaît très clairement que les avions de combat ne sont rien de moins qu'un désastre sur le plan écologique. Si l'on a ne serait-ce qu'une vague idée des conséquences que le changement climatique a sur la vie sur Terre aujourd'hui déjà, on ne peut décemment pas être en faveur de l'achat de nouveaux avions de combat. Ces jets représentent donc un véritable danger pour tous les êtres vivants sur Terre.



COÛTS SUR TOUTE LA DURÉE DE VIE

# NON à un chèque en blanc de plusieurs milliards

L'achat de nouveaux avions de combat coûte 6 milliards de francs, voici la version officielle. Mais ce n'est qu'une demi-vérité. Sur toute leur durée de vie, la facture des nouveaux avions de combat pourrait s'élever jusqu'à 30 milliards de francs. Par Lewin Lempert

Si une commune veut construire une nouvelle école, les autorités devront tenir compte des coûts d'entretien puisque par exemple, selon l'isolation, les frais de chauffage seront différents. Lorsqu'une famille veut acheter une nouvelle voiture, toutes les personnes concernées se réunissent autour d'une table et réfléchissent au modèle à choisir, car elles

devront dépenser plus ou moins d'argent pour l'entretien, les impôts et l'essence. En revanche il semble que lorsque le DDPS veut acheter de nouveaux avions de combat, seul le prix d'achat est discuté. Des années durant, le DDPS a déclaré que de nouveaux jets coûteraient 6 milliards. Or, il est évident que les avions de combat engendreront également des coûts après leur acquisition – ceux-ci dépendront du modèle choisi après la votation. L'entretien des F/A-18, par exemple, coûte 300 millions de francs par année aux contribuables. L'ancien directeur général de l'armement du DDPS partait du principe que l'entretien coûterait quatre fois le prix d'achat, ce qui fait au total 24 milliards de

francs pour le projet actuel. Des documents provenant d'autres pays révèlent que les avions pourraient coûter encore davantage. Ainsi, la Cour fédérale des comptes allemande a publié un rapport selon lequel les Eurofighters allemands coûteraient cinq fois plus que leur prix d'achat. Si l'on fait le même calcul pour la Suisse, on obtient un total pouvant aller jusqu'à 30 milliards de francs.

## Acheter 40 avions de combat ou créer 554 000 places d'apprentissage ?

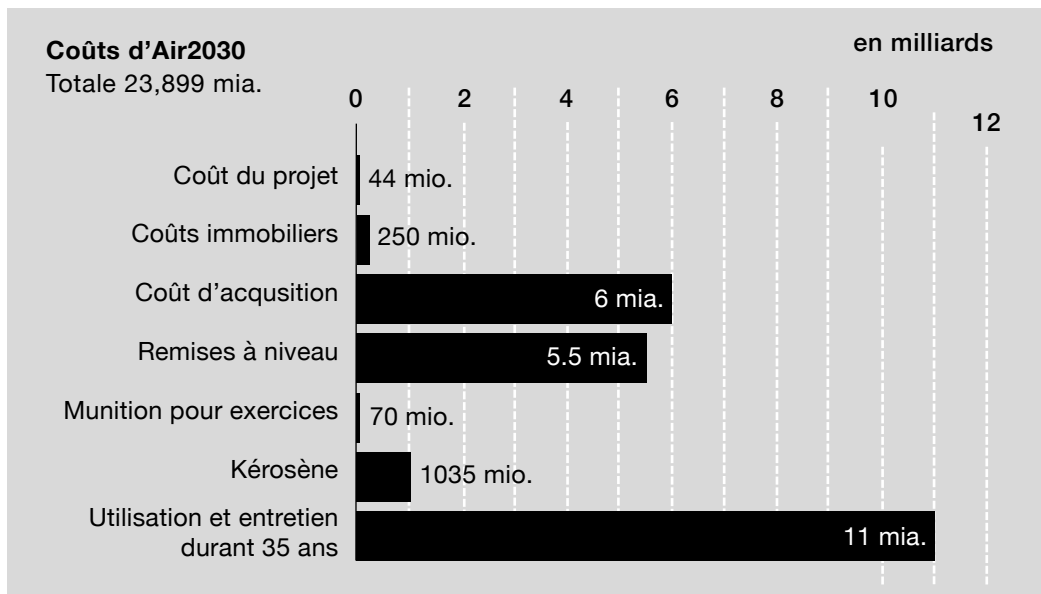
Voici une comparaison qui rendra ces chiffres un peu plus compréhensibles et concrets. Avec 30 milliards à disposition, on pourrait donner 3 500 francs à chaque personne en Suisse. 24 milliards permettraient de créer 554 000 places d'apprentissage. Ou pour prendre un exemple un peu moins sensé, en brûlant même somme en billets de 10 francs, on pourrait chauffer une maison pendant 192 ans. C'est ce scénario qui semble se rapprocher le plus des plans du DDPS, étant donné la façon qu'il a de gaspiller nos impôts. Les avions de combat sont une catégorie d'armement incroyablement onéreuse. Un seul casque pour pilote de F-35 coûte ainsi près d'un million de francs, autrement dit, autant que 30 VW Golf. Une chose est sûre : chaque franc qui provient de nos impôts ne peut être dépensé qu'une seule fois. Les milliards que la Confédération prévoit d'investir dans de nouveaux avions pourraient servir à construire des installations solaires, à nous protéger de situations d'urgence où à améliorer notre système de santé. A l'heure actuelle, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de telles dépenses inutiles.

## Les calculs du DDPS

Pendant toute la durée du débat parlementaire et de la phase de préparation à l'achat de nouveaux avions, le département de la défense a uniquement mentionné le prix d'achat de nouveaux avions de combat. Or, selon un article de la SonntagsZeitung publié en mai, c'est-à-dire cinq mois après la décision du parlement, le DDPS estimait les dépenses à 18 milliards de francs au total en s'appuyant sur les coûts des F/A-18. Mais si l'on y regarde de plus près, il apparaît que ce chiffre est bien trop bas. Comme nous l'avons démontré plus haut, un total de 24 ou, dans le pire des cas, 30 milliards semble plus réaliste.

## Manque de transparence

Ce méli-mélo de chiffres montre clairement que, le 27 septembre, la population votera sur un chèque en blanc, tant ce projet manque de transparence. En effet, nous ne savons ni combien d'avions, ni quel modèle seront achetés avec ces six milliards. Or, ces informations sont extrêmement importantes, car selon le modèle choisi, il est bien possible que le budget de l'armée ne soit pas suffisant pour financer l'entretien des avions de combat. Ce projet deviendrait donc encore plus cher qu'il ne l'est de toute façon. Votons NON au chèque en blanc pour les avions de combat !



Calcul basé sur les chiffres du DDPS et lorsque ceux-ci ne sont pas à disposition, sur les valeurs empiriques F/A-18

MANQUE DE TRANSPARENCE

## Acheter les yeux bandés

Pendant la campagne de votation, le DDPS s'est distingué par un manque de transparence dans la communication et par une tendance à retarder la prise de décisions centrales. Par Nadia Kuhn

Le 18 mai 2014, la population a clairement refusé l'achat de 22 avions de combat du type « Gripen » pour 3,1 milliards de francs. Aujourd'hui, six ans plus tard, nous nous préparons à nouveau pour une campagne contre des avions de combat. Seule différence : en 2014, le DDPS avait annoncé le nombre d'avions et le modèle qu'il voulait acheter, tandis que cette fois, nous pourrions uniquement nous prononcer sur un crédit cadre de 6 milliards et sur une extrapolation des coûts sur toute la durée de vie des avions.

La défaite de 2014 a poussé la direction de l'armée à agender cette fois-ci la prise de décision concernant le modèle à plusieurs mois après la votation. Démocratiquement parlant, cette décision est révoltante car on ne peut prendre une décision sagement mûrie si l'on n'a pas toutes les informations nécessaires pour cela. De plus, chacun des quatre modèles proposés a des défauts. Certains aspects de politique de sécurité et de politique extérieure plaident contre certains constructeurs.

## Les défauts des avions de combats évalués

Selon un rapport de la United States Government Accountability Office, un organe comparable au contrôle fédéral des finances en Suisse publié en avril 2019, le F-35 de Lockheed Martin n'atteindrait que 27% de sa « Full Mission Capability ». Dans ce même rapport, il est écrit que le canon à bord ne fonctionnait pas bien et qu'à cause d'un problème de liaison de données dans le logiciel, des données secrètes seraient transmises directement aux services secrets américains. Finalement, il est difficile d'expliquer pourquoi la Suisse, un pays prétendument neutre et dont l'armée sert uniquement à la défense, aurait besoin d'un avion furtif capable de voler jusque dans des pays voisins sans être détecté afin d'y larguer une bombe.

Le F/A-18 Super Hornet de Boeing a régulièrement des problèmes d'approvisionnement d'oxygène dans la cabine de pilotage. La pression y est difficile à maintenir, ce qui pourrait être à l'origine de décès de plusieurs pilotes étasuniens.

Des recherches du Spiegel, un hebdomadaire allemand, ont révélé que d'importants problèmes étaient apparus sur l'Eurofighter Typhoon d'Airbus. En 2018, seuls 4 des 128 Eurofighters

des forces aériennes allemandes étaient utilisables. Le pays qui veut vendre des avions de combat à la Suisse ne peut donc même pas garantir que les siens fonctionnent.

Selon plusieurs rapports, le Rafale de Dassault fait également face à plusieurs problèmes techniques. Une erreur dans le système informatique aurait été à l'origine d'une panne lors de l'utilisation d'un missile en Syrie.

En retardant la décision sur le modèle, le DDPS retient des informations vitales pour une discussion démocratique. Au lieu de permettre un débat sur le type d'avion retenu, le département de la défense veut que la population signe un chèque en blanc. Cette attitude non-démocratique s'est également révélée dans d'autres circonstances : la Chancellerie fédérale a refusé à plusieurs reprises le texte du comité du NON destiné à la brochure officielle. Début juillet, le magazine Beobachter révélait, en s'appuyant sur la Loi sur la transparence, que le DDPS essayait de censurer secrètement le texte du comité. Le département voulait surtout éviter la comparaison de coûts entre les Gripen et le projet actuel, qui est deux fois plus cher. Des tentatives de censure des estimations précises du comité du NON concernant les coûts des avions sur toute leur durée de vie (24 milliards) ont également eu lieu.

Entre temps, le DDPS a publié ses estimations concernant les coûts totaux engendrés par les



nouveaux avions de combat. Ceux-ci s'élèveraient à 18 milliards de francs. La méthode utilisée pour arriver à ce résultat manque toutefois de transparence. Cet aspect est particulièrement révoltant car, en mars 2020, une question parlementaire posée par la Conseillère nationale verte Marionna Schlatter concernant les coûts sur toute la durée de vie des avions n'avait pas été traitée, car « des estimations à ce sujet seraient accompagnées d'une grande insécurité ».

Le DDPS est prêt à sacrifier des aspects fondamentaux de la démocratie afin qu'un OUI sorte des urnes. Espérons que la population ne se laissera pas bernier et qu'elle refusera en grand nombre ce chèque en blanc le 27 septembre prochain.



## FAQ

## Les affirmations des militaires et nos réponses

Voici des éléments de réponse aux cinq affirmations les plus courantes en faveur de l'achat de nouveaux avions de combat.  
Par Aline Bressoud et Thomas Bruchez

« La Suisse ne pourra pas garantir les prestations de la police de l'air en cas de NON. »

Faux ! La Suisse pourra continuer à utiliser ses F/A-18 et ce, jusqu'en 2035. En effet, ceux-ci ont été entièrement mis à jour en 2008 et le sont à nouveau cette année. De plus, réduire les heures de vol annuelles en évitant le déploiement inutile des avions, comme par exemple lors de shows aériens, permettrait de les préserver encore davantage. Pour l'après-2035, 8 à 12 avions de combat légers suffiraient amplement. L'achat de ces derniers coûterait 300 à 500 millions de francs environ. Cela permettrait d'économiser 5,5 milliards de francs à l'achat, bien plus si l'on prend en compte les coûts durant toute la durée de vie des avions.

« Les avions de combat légers sont trop faibles pour certaines Hot Missions. » Faux ! Il existe des avions de combat légers capables d'atteindre

la vitesse et l'altitude requise pour intercepter des avions de ligne. De plus, les avions de combat légers peuvent être armés pour des missions air-air. Ils sont donc adaptés à toutes les missions de la police de l'air suisse et ils peuvent également assurer la protection d'un événement tel qu'une conférence de paix à Genève. Enfin, ils ont l'avantage de nécessiter moins d'entretien, d'être moins polluants et moins bruyants.

« On ne peut pas se défendre face à des attaques terroristes sans avions de combat lourds. »

Faux ! À ce jour, l'emploi d'avions pour une attaque terroriste ne s'est produit qu'une seule fois : lors des attentats du 11 septembre. Or, même les Etats-Unis, qui disposent pourtant de l'armée de l'air la plus puissante au monde, n'ont rien pu faire. S'imaginer déjouer d'éventuels attentats à l'aide d'avions de combat est donc absurde. Afin d'empêcher que de tels événements se produisent, des mesures adéquates pour empêcher un éventuel détournement d'avion de ligne doivent être prises au sol. En ce qui concerne les avions, l'accès au cockpit doit être sécurisé.

« Les avions de combat sont financés par le budget de l'armée. Si l'achat est refusé, l'argent restera auprès de l'armée. » Faux ! Certes, 21,1 milliards ont été alloués à l'armée pour les années 2021-2024, dont une partie est prévue pour les avions de combat. Mais comme dans tout budget, l'argent demandé doit correspondre à un poste de dépense et si l'un des postes disparaît, l'argent peut être réalloué. Si la population se prononce contre cet achat, l'argent restant pourra donc être investi pour faire face à des scénarios de menace réalistes. De plus, le Parlement déterminera en 2024 le cadre de dépenses de l'armée pour les années à venir. Il est clair qu'en cas de NON au chèque en blanc pour les avions de combat, le budget de l'armée devra être réadapté. Enfin, n'oublions pas que les différents budgets de la Confédération sont interdépendants, étant donné que chaque franc issu de nos impôts ne peut être utilisé qu'une seule fois. Or, le budget de l'armée connaîtra une augmentation de 1,4% par an, pour atteindre 6 milliards au début des années 2030. Cette augmentation de 20% sur une décennie se fera forcément au détriment de domaines essentiels !

« La crise du coronavirus montre qu'il faut aussi se préparer à des imprévus. » Faux ! Ce que la crise du coronavirus montre, c'est qu'il faut se préparer à des scénarios de menaces réalistes. Le coronavirus n'était pas une surprise ou du moins, il n'aurait pas dû l'être. En effet, depuis le début du 21e siècle, les pandémies se sont enchaînées et l'OFPP n'a pas manqué de le mettre en évidence en 2015 en classant la pandémie comme l'un des risques majeurs planant sur la Suisse. Pourtant, l'argent manque dans les hôpitaux et ce n'est que de justesse que la Suisse a évité un effondrement de son système sanitaire. Un autre scénario de menace réside dans les multiples conséquences du changement climatique, qui est sûrement le plus grand défi de notre temps. Depuis plus de 30 ans, le GIEC établit des rapports pour mettre en évidence des scénarios concrets du dérèglement climatique mais rien n'y fait, la Suisse refuse de prendre l'enjeu au sérieux et d'y consacrer des moyens financiers suffisants. Et quid d'une menace venant de l'espace aérien ? Selon le DDPS lui-même, une attaque aérienne est peu probable. Pourquoi donc investir 24 milliards pour une menace hypothétique alors que des scénarios de menace concrets existent dans des domaines qui manquent aujourd'hui de moyens ?

Les histoires de **Gregor**, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.  
[www.facebook.com/gregor.gewehr](http://www.facebook.com/gregor.gewehr)



**Impressum**  
**Rédaction :** Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb), Michael Christen (mc), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Nadia Kuhn (nk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Kishor Paul (kp), Laura Riget (lr), Judith Schmid (js, responsable), Tobia Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw) | **Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch) | **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an** | **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger | **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires | **Traduction :** Catherine Jost | Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

### NON AUX MILLIARDS POUR DES AVIONS DE COMBAT ! COMMANDER DU MATÉRIEL MAINTENANT



Nombre

_____	Sac en coton
_____	Autocollant allemand
_____	Autocollant français
_____	Autocollant italien
_____	Pin's
_____	Drapeau

Nous envoyons le matériel de campagne gratuitement mais nous nous réjouissons de tout don !



Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

NPA \_\_\_\_\_

Lieu \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

Je deviens membre du GSsA

Salarié-e Fr. 100.-  Non-salarié-e Fr. 50.-

Don

Fr. ....  Fr. 50.-  Fr. 20.-  Fr. 10.-

Je veux participer activement :  contactez-moi

Envoyer le talon de commande à : **GSsA, Postfach, 3001 Bern.** Le matériel de campagne peut aussi être commandé sur [www.avionsdecombat-non.ch](http://www.avionsdecombat-non.ch). Plus d'articles sur [www.gssa.ch/boutique](http://www.gssa.ch/boutique)